

Le système de riziculture intensive malgache : la mission d'Henri de Laulanié, S.J.

Adam Parr, Hertford College, University of Oxford¹

Dédicace

Cet article est dédié aux petits exploitants agricoles courageux et dévoués, ainsi qu'aux promoteurs du SRI à Madagascar. Grâce à leur travail avec — et après — le père Laulanié, Madagascar a donné naissance à une philosophie de la riziculture qui nourrit aujourd'hui des millions de personnes, tout en préservant la santé des sols, en réduisant l'usage des intrants chimiques, en économisant l'eau et en diminuant les émissions de gaz à effet de serre.²

Résumé

Henri de Laulanié, S.J. (1920–1995), était un agronome français dont la mission à Madagascar montre comment la manière de procéder jésuite peut être mobilisée face à la crise écologique actuelle. Pendant trente-quatre ans, Laulanié a travaillé avec des paysans malgaches afin de renforcer leur autosuffisance, tout en restaurant des terres dégradées et en protégeant d'autres espaces contre la culture sur brûlis. On peut l'inscrire dans un arc de quatre siècles de jésuites confrontés à des crises écologiques et appelant à la régénération. Laulanié a porté sa mission dans les champs, guidé par la nécessité et par les ressources disponibles. Son principal accomplissement fut le développement empirique d'une nouvelle approche agroécologique de la riziculture, connue sous le nom de System of Rice Intensification (SRI). En combinant le repiquage de jeunes plants, un espacement accru et une utilisation parcimonieuse de l'eau, Laulanié a pu doubler les rendements, voire davantage. Des recherches ultérieures ont validé ses observations et montré que le SRI réduit également les émissions de gaz à effet de serre. Le SRI s'est diffusé dans la plupart des pays rizicoles, figure parmi les solutions de Project Drawdown et a été intégré aux Contributions déterminées au niveau national (NDC) d'une douzaine de pays. Néanmoins, le passage à l'échelle demeure difficile, comme pour l'agroécologie en général. La mission de Laulanié peut encourager une nouvelle génération d'entrepreneurs agricoles à faire de l'agroécologie le socle de la souveraineté alimentaire et d'un système alimentaire régénératif. Cette transformation est urgente si l'on veut répondre aux besoins des sociétés humaines et de la planète. Elle ne peut advenir que si nous suivons Laulanié en faisant ce qui est nécessaire et en travaillant avec ce qui est disponible dès maintenant.

¹ Le présent article est une traduction et une version abrégée de Parr, A. (2025). *Ecological Crisis and the Jesuit Way of Proceeding in the Mission of Henri de Laulanié*. *Journal of Jesuit Studies*, 12(4), 521-547. Pour les références bibliographiques et les notes non incluses ici, on se reportera à l'article original. L'article est disponible en libre accès et peut être téléchargé à <https://doi.org/10.1163/22141332-12340008>.

² www.sri-2030.org.

Introduction

L'année 2025 marque le trentième anniversaire de la mort du jésuite français et agronome pionnier Henri de Laulanié. À ce jour, son œuvre n'a fait l'objet d'aucune étude académique approfondie. L'article examine la mission d'Henri de Laulanié à Madagascar dans les années qui suivent Vatican II. Ce qui est en jeu dans cette mission, c'est l'évolution de la « manière de procéder » jésuite et la façon dont l'approche de Laulanié constitue une avancée concrète dans la définition d'une mission orientée vers la régénération.

Le concept moderne de « mission », entendu à la fois comme finalité abstraite et comme déplacement physique, peut être rattaché à Ignace de Loyola (v. 1491-1556). L'ordre qu'il fonda adopta d'emblée un ethos pragmatique, tourné vers l'action et l'expérience, plaçant au cœur de son projet la réflexion stratégique, l'éducation et la science. La devise de la Compagnie, « à la plus grande gloire de Dieu » (*Ad maiorem Dei gloriam*), est remarquable par son comparatif — « plus grande » — qui appelle un engagement actif dans le monde afin de l'améliorer. Cet ethos et cette méthode constituent ce qu'Ignace appelait « notre manière de procéder ». Dès l'origine, celle-ci inclut l'éducation, formalisée en 1560 lorsque l'enseignement fut reconnu comme le ministère principal de la Compagnie et qu'il fut décidé que tous les jésuites enseigneraient. La notion de mission s'appliquait ainsi autant à l'engagement éducatif de la Compagnie qu'à ses activités en Inde, en Extrême-Orient ou dans les Amériques.

Quatre siècles plus tard, les révolutions industrielle et agricole amorcées au XVII^e siècle — en partie en réponse à la crise globale — ont engendré une crise écologique et dangereuse. Henri de Laulanié en fut le témoin à Madagascar, où les XIX^e et XX^e siècles ont infligé à l'île de graves dégradations écologiques par la culture sur brûlis, la déforestation et l'érosion des sols. Les petits exploitants agricoles malgaches se trouvent en première ligne de cette crise, qui ne fera que s'aggraver sous l'effet du changement climatique. Le changement climatique et l'érosion de la biodiversité sont des phénomènes mondiaux, mais ils sont exacerbés par les difficultés sociales, économiques et politiques du Sud global. La prise de conscience précoce de ces enjeux forma l'arrière-plan du concile Vatican II et du tournant ultérieur de la Compagnie de Jésus vers un engagement plus direct en faveur de la lutte contre la pauvreté et de la justice sociale, sous le généralat de Pedro Arrupe (1907-1991). En 1970, le Vatican avertit les Nations unies et l'opinion mondiale du risque de « catastrophe écologique » lié à l'agriculture industrielle. Depuis la mort de Laulanié, l'attention portée à ces questions n'a cessé de s'intensifier. En 1998, le supérieur général Peter-Hans Kolvenbach (1928-2016) évoquait la « dévastation écologique critique » menaçant l'habitat humain et les conséquences catastrophiques du dépassement des limites écologiques de la planète. Ce thème a été développé et amplifié par le pape François, ancien jésuite, dans *Laudato si'* (2015) et *Laudate Deum* (2023). Le chapitre 4 de *Laudato si'* expose le concept d'écologie

intégrale comme l'interconnexion et l'interdépendance de l'humanité et du monde naturel, la valeur intrinsèque de la nature, la nécessité de respecter les limites de sa capacité de régénération, ainsi que le principe, issu de la pensée systémique, selon lequel le tout est plus que la somme des parties — principe que Laulanié illustrera par le SRI. Si l'agroécologie n'est pas explicitement mentionnée dans *Laudato si'*, elle partage ce respect des lois de la nature qui est au cœur de l'écologie intégrale et de la théorie catholique du droit naturel. En conclusion, sur une période de quatre cents ans, un appel constant s'est fait entendre pour que l'humanité reconnaisse et affronte les crises écologiques et leurs conséquences sociales, et pour que les jésuites contribuent à cette mission. Le présent article examine la manière dont Laulanié a répondu à cet appel et ce que son œuvre peut nous apprendre alors que nous devons aujourd'hui franchir les prochaines étapes, essentielles et urgentes, vers la régénération.

Notice biographique

Henri de Laulanié de Sainte Croix est né le 22 février 1920. Il était le troisième des neuf enfants de Raymond de Laulanié et de Jeanne de Montardy. La famille possédait une ferme près de Poitiers, où Laulanié travaillait pendant les vacances scolaires. Raymond de Laulanié était également président de deux organisations agricoles nationales. À la fin de sa scolarité, Henri de Laulanié avait déjà décidé de suivre une vocation religieuse. Trop jeune pour entrer au noviciat jésuite, il étudia entre dix-sept et vingt ans pour devenir ingénieur à l'Institut national agronomique de Paris. Il obtint son diplôme au moment où l'Allemagne nazie envahissait la France en mai 1940 et servit pendant deux mois, jusqu'à la capitulation du pays en juin 1940. Il retourna alors à la ferme familiale avant d'entamer sa formation jésuite à la Collégiale Saint-Michel de Laval, dans la vallée de la Loire, en octobre 1941. Il fut de nouveau mobilisé pendant quelques mois à la fin de la guerre, puis mena parallèlement ses vocations religieuse et agricole. Ordonné prêtre jésuite le 30 juillet 1952, il consacra deux années, à partir de 1954, à l'encadrement de jeunes jésuites en formation. Dans le même temps, il travailla à l'École supérieure d'agriculture d'Angers, où il conçut et enseigna un programme de formation à distance destiné à des agriculteurs adultes, qui rassembla finalement près de dix mille participants. Sa formation comprit ainsi la conception, l'enseignement et la gestion de programmes de formation à la fois religieux et agricoles.

En 1961, à la demande d'un jésuite en poste à Madagascar, Jean de Puybaudet (1948–1972), Laulanié fut envoyé dans l'île pour y exercer pendant dix ans comme expert agricole. Il avait alors quarante et un ans. Dès le début, il semble avoir été en phase avec l'orientation nouvelle impulsée par le concile Vatican II et par Pedro Arrupe, comme en témoigne un texte qu'il rédigea en 1963 pour l'évêque d'Antsirabe sur la théologie du développement. Ce texte annonçait les trois décennies de travail qui allaient suivre à Madagascar.

Après trente-quatre années passées à Madagascar, ponctuées de quelques séjours en France, Laulanié mourut le 25 juin 1995, à l'âge de soixante-quinze ans. Il revenait d'un traitement médical couronné de succès en France et était rentré plein d'énergie. Un jour de grande chaleur, en juin, il insista pour aller chercher à pied sa Citroën 2CV. Au moment de monter dans la voiture, il fut victime d'une embolie et mourut subitement. Une semaine auparavant, il avait déclaré : « Maintenant je puis disparaître, la riziculture [SRI] est bien lancée et continuera après moi. Et quand je ne serai plus là, je pourrai encore vous aider. »

Champ et sources

Le présent article examine le travail de Laulanié et ses observations sur sa mission agricole, principalement telles qu'elles apparaissent dans ses propres écrits. Il prend également en compte l'importance du SRI telle qu'elle ressort de l'abondante littérature consacrée à ce sujet. Les ouvrages et articles mentionnés dans la bibliographie comprennent les textes les plus théoriques de Laulanié sur le développement, mais l'espace manque ici pour en proposer une analyse critique approfondie. L'étude s'appuie sur trois ensembles de sources : les publications parues sous le nom de Laulanié de son vivant et après sa mort ; des documents conservés par la famille Laulanié ; et des documents issus des archives jésuites françaises (AFSI), conservées à Vanves, près de Paris. Il s'agit majoritairement de lettres et de circulaires adressées par Laulanié à des amis et à des soutiens en France. Sauf indication contraire, les documents originaux sont en français et les traductions sont de l'auteur.

En 1990, Laulanié rédigea le manuscrit d'un livre qui fut publié en 2003 sous le titre *Le riz à Madagascar : un développement en dialogue avec les paysans*. Selon André Philippe, son beau-frère, le titre initial était *De la subsistance d'hier à la production de demain*. L'éditeur estima toutefois que l'ouvrage mêlait des dimensions temporelles et spirituelles qui n'avaient pas leur place ensemble. En conséquence, Laulanié emporta le manuscrit dactylographié à Madagascar en 1991 avec l'intention de le scinder en deux ouvrages distincts. À ce qu'il semble, ce projet n'aboutit pas. Lorsque le livre parut, la famille Philippe ne possédait plus de copie du manuscrit original et ne put donc déterminer si le texte avait été modifié par l'éditeur. Elle considérait néanmoins que la version publiée offrait une image fidèle du « testament » de Laulanié. En dépit des réserves exprimées par l'éditeur, Laulanié fait très peu de références explicites à la spiritualité dans ces textes. On y trouve parfois des demandes de prières adressées à ses correspondants, ainsi que quelques mentions de l'Esprit Saint comme force en partie énigmatique à l'œuvre dans les événements, tantôt facilitatrice, tantôt source d'obstacles. Cela ne signifie pas que Laulanié n'était pas un homme profondément spirituel, mais plutôt qu'il décrit son travail à Madagascar dans des termes essentiellement matériels et pratiques, plutôt que religieux.

La mission de Laulanié est analysée en deux temps. Le premier s'étend de son arrivée à Madagascar en 1961 jusqu'à la formalisation du SRI, vers 1989. Durant cette période, il lança et mena un large éventail de projets éducatifs et agricoles, principalement en collaboration avec des organisations missionnaires. La seconde phase, de 1990 jusqu'à sa mort en 1995, le vit s'efforcer de formaliser, d'institutionnaliser et de diffuser le SRI. S'il avait formulé dès les années 1980 l'objectif de l'autosuffisance alimentaire nationale, celui-ci devint central dans son action au cours des années 1990.

La mission – Première partie (1961–1989)

Dès son arrivée à Madagascar en 1961, Laulanié s'attacha à développer un programme de formation agricole destiné à être articulé avec la formation professionnelle de l'Église catholique à Madagascar. Ce projet prolongeait directement sa propre expérience en France, où il avait mené de front deux vocations, agricole et religieuse, toutes deux associant apprentissage et enseignement. Sur le plan agricole, Laulanié avait étudié l'agronomie avant de travailler pendant cinq ans comme formateur, contribuant à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un programme de formation continue pour agriculteurs adultes à Angers. De même, sa formation jésuite avait comporté à la fois son propre apprentissage et une période durant laquelle il fut chargé de la formation de jeunes étudiants. Il avait ainsi acquis une double expérience, celle de l'étude dans ces domaines et celle de l'organisation de la formation d'autrui.

Cette combinaison d'expériences et d'intérêts transparaît dans le premier document des sources, un article publié en 1972 sous le titre « Une coopérative se développe ». Laulanié y propose une analyse technique et économique détaillée de l'évolution d'un programme coopératif mis en place en 1962 par les bénédictins près de Mahitsy, à une trentaine de kilomètres au nord d'Antananarivo. Il y aborde également les dimensions psychologiques de la coopérative et formule plusieurs observations remarquables. La première est que la coopérative fut capable de se développer beaucoup plus rapidement que ses membres. Lorsque les conditions étaient réunies, la dynamique positive de la coopérative progressait à un rythme indépendant de celui des paysans, soumis à ce que Laulanié appelle l'« hystérésis paysanne » — notion qu'il reprend à plusieurs reprises dans son œuvre —, à savoir le délai d'environ quatre ans nécessaire à l'adoption d'une nouvelle technique agricole. L'adoption des innovations dépend aussi du fait que les individus ne se développent véritablement que dans la voie qu'ils aiment, ou du moins pour laquelle ils ont une aptitude. L'article conclut que la coopérative fut un succès. Il ne doit toutefois pas être considéré comme un modèle, mais plutôt comme une leçon sur les nombreux obstacles à surmonter et les conditions nécessaires à la réussite, à la fois matérielles et humaines. Laulanié conclut par une réflexion

qui synthétise ces deux dimensions en une philosophie technico-humaniste caractéristique de sa mission :

On y découvre que la bonne volonté ne suffit pas, qu'il est nécessaire de respecter les données techniques et économiques : que l'argent ne suffit pas, encore qu'il soit nécessaire au bon moment, au bon endroit ; que l'expansion économique n'est pas le développement, que celui-ci est toute autre chose qu'une balance commerciale excédentaire, qu'il s'agit de l'homme, que lui seul est le sujet et l'objet du développement et que l'éducation des consciences, des responsabilités et des libertés est une œuvre de longue haleine qui veut beaucoup de renoncement, beaucoup d'attention aux autres, que c'est en vérité un exercice de charité, du véritable amour du prochain.

Cet article ne mentionne pas l'implication personnelle de Laulanié dans la coopérative. Son activité durant la première phase de la mission est décrite dans une série de lettres circulaires rédigées dans les années 1980 et 1990, ainsi que dans un article de 1980 intitulé « Au service du développement rural », qu'il signa en tant que jésuite et « ingénieur agronome ». Dans ce texte, il entraîne le lecteur dans une tournée de dix jours à travers les exploitations agricoles autour d'Antsirabe, en juillet 1979. Il explique être arrivé en 1961 « assez bien outillé pour le travail qui m'attendait à Madagascar ». En 1979, cela faisait déjà dix-huit ans qu'il travaillait dans le pays « pour le développement du paysan malgache ». Dès 1968, il avait mis en place un apprentissage agricole en langue malgache destiné aux paysans, en s'appuyant sur son expérience à l'École supérieure d'agriculture et sur sa propre pratique d'agriculteur. Il parcourait alors les routes en compagnie d'un agent de développement et d'un jeune paysan malgache particulièrement doué, âgé de vingt ans, qui avait achevé sa formation initiale en agriculture et s'appropriait à poursuivre son perfectionnement tout en devenant lui-même formateur.

Comme ailleurs, Laulanié se montre critique à l'égard du système éducatif malgache et du manque de formation scientifique qui en résulte chez les agriculteurs. À ses yeux, cette coupure avec le monde de la science constituait la différence essentielle entre les paysans malgaches et leurs homologues français, alors en voie de disparition rapide. Il chercha donc à associer formation agricole et enseignement général, tout en étant conscient que cette approche pouvait entrer en tension avec les aspirations du pays d'accueil. Il décrit ainsi comment les franciscains avaient créé un établissement secondaire agricole destiné à transmettre des compétences pratiques tout en offrant une formation générale. Après dix-huit mois, l'établissement fut transformé en lycée d'enseignement général, accusé d'être une tentative européenne d'imposer aux Malgaches une éducation « au rabais » destinée à les maintenir dans un état de « sous-développement intellectuel ». Les franciscains

adoptèrent alors une nouvelle stratégie, en construisant un bâtiment dans le village de Ranomandry, servant à la fois de lieu de réunion et de dépôt pour le matériel, les engrais et les récoltes. Laulanié accepta d'y assurer trois ou quatre sessions de formation par an, portant d'une part sur les bases scientifiques de l'agriculture (sols, plantes, élevage) et d'autre part sur la pratique, sur une parcelle attenante d'un hectare. Il évoque de nombreuses difficultés, la plus tangible étant l'emprise des coutumes et des traditions sur les mentalités et les pratiques paysannes. Face à un problème nouveau, la réaction immédiate était souvent : « il n'y a pas moyen » ou « ce n'est pas possible ». Malgré cette critique, Laulanié conclut son récit en soulignant la grande « qualité humaine » — hospitalité, générosité et sens du sacrifice — des agriculteurs qui l'accueillaient chez eux. Ses critiques portent toujours sur les systèmes plutôt que sur les individus.

Dans une lettre de mars 1984, Laulanié dresse l'inventaire des différents programmes auxquels il se consacrait. Le premier était le séminaire Saint-Jean de Manantenaso, à Antsirabe, à environ 170 kilomètres au sud de la capitale Antananarivo, au cœur de Madagascar. Fondé en 1981, il accueillait une vingtaine d'étudiants engagés dans leur formation vocationnelle. Il disposait de sept à huit hectares de terres destinées à assurer l'alimentation et les revenus du séminaire, ainsi que la formation des étudiants et d'autres bénéficiaires.

Le deuxième programme était un cours par correspondance d'enseignement général pour adultes ruraux, le Centre de formation générale pour adultes ruraux (CFGR). Il s'agissait d'un projet que Laulanié avait conçu dès son arrivée à Madagascar, sur la base de son expérience du cours par correspondance d'Angers. Le CFGR fut finalement lancé en 1979 à l'initiative de la congrégation féminine des Filles du Cœur de Marie. Laulanié considérait le CFGR comme « l'initiative la plus importante pour l'avenir », car le progrès intellectuel des séminaristes en dépendait. Le programme en était à sa première année et accusait un retard certain, et Laulanié se préoccupait déjà de la seconde année, n'ayant pas encore rédigé les supports de cours en physique, chimie et mathématiques. Il demandait à ses correspondants de prier pour lui afin qu'il trouve la force nécessaire à son travail et, par l'Esprit Saint, la lumière indispensable à une présentation claire des contenus.

Le troisième programme était le centre de formation de Soanavela, à Mahitsy, dont la directrice — une femme — figurait parmi les personnes que Laulanié tenait en haute estime. Ce centre avait assuré pendant dix ans une formation à la gestion domestique et proposait désormais des enseignements aussi variés que la mécanique automobile, l'électricité, l'aviculture ou la comptabilité. Il était prévu d'y ajouter l'horticulture, à partir d'une parcelle d'un hectare, mais Laulanié craignait que ni lui ni l'équipe ne disposent des connaissances requises en horticulture tropicale. Le quatrième programme concernait un autre centre rural

de formation à la gestion domestique, à l'agriculture et aux métiers artisanaux, dans le district d'Ambositra, à 260 kilomètres au sud d'Antananarivo. L'archevêque de Fianarantsoa avait demandé à Laulanié de réorganiser ce centre, fondé par un jésuite sicilien « plein de bonnes idées, mais assez original et peu organisé ».

Des lettres ultérieures évoquent d'autres projets de vulgarisation agricole des années 1980 qui ne sont pas mentionnés en 1984. Parmi eux figure une école agricole attenante à l'hôpital missionnaire d'Ampasimanjeva, sur la côte, à environ cinq cents kilomètres au sud de la capitale. D'après une lettre postérieure, Laulanié y avait commencé son travail dès 1966. Le programme connut un grand succès pendant cinq ans, avant d'être fermé dans les années 1970, en partie à cause de la politique de nationalisation menée après la révolution de 1972, mais aussi en raison d'erreurs internes de gestion. Laulanié attribuait ce succès initial à la contrainte née d'une succession de cyclones et de famines. « La famine, écrivait-il, est un puissant catalyseur du développement, à condition que les populations voient qu'il existe des solutions possibles. » Une analyse détaillée de l'ensemble de ses programmes figure dans deux circulaires datées de 1990 et 1991.

En marge de ces projets formels, Laulanié décrivait son travail comme un « bricolage », c'est-à-dire une capacité à se rendre utile là où le besoin se faisait sentir. Cela impliquait de conseiller les familles des séminaristes sur leurs problèmes agricoles, de travailler la terre avec d'autres paysans, d'aider les différentes congrégations religieuses, de construire des routes ou encore de mettre en place des systèmes de drainage pour la riziculture côtière. Chaque programme était confronté à de nombreuses difficultés, comme il l'explique dans une lettre de septembre 1985. Comme c'est souvent le cas, ces difficultés étaient principalement d'ordre humain, et Laulanié se trouvait manifestement sollicité de toutes parts, constamment en retard sur l'ensemble des tâches qu'il s'efforçait d'accomplir.

La mission – Première partie (suite) (1961–1989)

Alors que la mission de Laulanié devenait de plus en plus complexe et exigeante au cours des années 1980, sa réflexion gagnait en structuration. En février 1986, il écrivait que le séminaire Saint-Jean n'était plus sa « préoccupation essentielle », celle-ci ayant été supplantée par deux problèmes. Le premier était la mise en place du cours par correspondance ; le second concernait la survie quotidienne d'une grande partie de la population malgache, y compris les familles des séminaristes. Laulanié souhaitait que le séminaire prenne sa part dans la réponse à ce second problème. Il décrit comment la croissance démographique, aggravée par certaines normes culturelles — telles que des funérailles coûteuses — avait maintenu la population rurale au niveau ou en dessous du seuil de subsistance. Les solutions existaient, et c'est précisément ce que le séminaire Saint-Jean cherchait à démontrer. Laulanié expose

alors un programme de développement agricole sur quatre ans, jusqu'en 1990, date à laquelle il atteindrait soixante-dix ans. Dans un passage central, il écrit :

Pour réaliser le programme envisagé, il faut évidemment cultiver tout autrement que ne le font les paysans de la région. Leur production moyenne ne dépasse pas deux tonnes à l'hectare et, sauf les rizières, les cultures sont rarement permanentes. Pour multiplier par quatre les rendements moyens, avec une culture permanente, cela suppose la mise au point de méthodes de culture entièrement nouvelles pour le pays. Ceci se complique d'une deuxième exigence : tout en faisant une culture totalement différente de celle des paysans, il faut que cette culture n'emploie que des moyens accessibles aux paysans, soit dans le matériel utilisé, soit dans les produits employés comme engrais ou produits de traitement, soit dans la technicité elle-même.

Après vingt-cinq années passées à Madagascar, Laulanié disposait désormais à la fois du besoin et des moyens nécessaires pour mettre à l'épreuve ses hypothèses sur ce qui était possible. Il prend l'exemple du riz et décrit l'un des principes de ce qui allait devenir le Système de riziculture intensive. Il s'agit du repiquage de plants issus de pépinière à un âge très précoce, quinze jours seulement — alors qu'il recommandait jusque-là trois semaines, ce qui était déjà inférieur à la doctrine officielle d'un mois. Il avait été conduit à réduire encore cet âge en raison du manque de place en pépinière et de la nécessité d'effectuer les repiquages en trois temps, afin de tirer parti de la remontée progressive de la nappe phréatique au cours de la saison des pluies. Les résultats furent spectaculaires, du fait de « la reprise rapide des plants en rizière, de l'augmentation du tallage (nombre d'épis par plant) et de la capacité de ces plants à se développer dans des zones de sols pauvres ». Il décrit ensuite d'autres expérimentations portant sur la lutte contre les ravageurs, l'utilisation du fumier et les outils agricoles. Dans l'ensemble, son approche reposait sur deux récoltes annuelles et exigeait une grande précision dans le calendrier ainsi qu'une organisation rigoureuse, difficiles à mettre en œuvre. Laulanié mit donc en place un rythme de visites régulières au séminaire, assorties d'évaluations fréquentes, afin de s'assurer que le programme restait sur la bonne voie. Il souligne une nouvelle fois le temps nécessaire à l'adoption de nouvelles pratiques par les séminaristes et les autres agriculteurs, tout en notant que les sœurs voisines de l'ordre de Sainte-Claire avaient rapidement adopté le repiquage précoce et devaient désormais améliorer leurs variétés de riz et leur gestion de l'eau. La gestion de l'eau allait d'ailleurs devenir l'un des principes fondamentaux du SRI. À ce stade toutefois, Laulanié n'avait pas encore formalisé le SRI et décrivait plutôt un système agricole plus global, associant différentes céréales (riz, maïs, blé et un hybride blé-seigle), des légumes-racines, des légumineuses (soja et haricots) et des tournesols pour la production d'huile. Il estimait que ce système pouvait produire l'équivalent de six à sept

tonnes de céréales par an, contre une à deux tonnes seulement en moyenne à Madagascar à l'époque. C'était la solution qu'il envisageait pour répondre au problème immédiat de la subsistance.

Les années suivantes confirmèrent les espoirs de Laulanié. Lors de la campagne 1985-1986, malgré des conditions météorologiques défavorables, le séminaire produisit neuf tonnes de maïs, de riz et de soja. Au début de l'année 1987, le cyclone Gretelle frappa le sud-est de Madagascar ; les pluies abondantes endommagèrent les cultures de maïs du séminaire et déclenchèrent une période dangereuse de pillages et de troubles. Néanmoins, Laulanié écrivait qu'il s'attendait à une récolte de cinq tonnes de riz, soit l'équivalent de six tonnes à l'hectare, trois fois la moyenne nationale, et une étape vers son objectif de huit à dix tonnes à l'hectare. En 1994, il observerait combien les cultures menées selon le SRI résistaient mieux que les pratiques traditionnelles à la suite du cyclone Geralda.

Un autre programme important mérite d'être mentionné. Il s'agit du nouveau Centre de formation et de transit pour agriculteurs migrants (CeFoTAM), implanté à Kankaola, à environ 160 kilomètres à l'ouest d'Antananarivo. Le centre fut créé en 1986, et Laulanié parvint à convaincre l'un de ses collègues les plus compétents d'en assurer la direction. À court terme, le centre devait former les migrants et assurer l'éducation de leurs enfants. À plus long terme, il devait simplement devenir une école agricole pour la région. Parallèlement, concernant le cours par correspondance destiné à l'enseignement général des adultes ruraux, Laulanié écrivait en 1987 qu'il avait enfin achevé les supports pédagogiques de la deuxième année. Certes, notait-il, le programme accusait un retard considérable, « mais les forces humaines ont leurs limites, et l'essentiel est d'aller jusqu'au bout ».

En 1987, Laulanié reçut la visite d'un ancien étudiant d'Angers, mission organisée par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Ensemble, ils procédèrent à une analyse montrant que les sols du séminaire étaient fortement acides (pH 4,2) et nécessitaient l'apport de dolomie pour en réduire l'acidité. Même dans ce contexte technique, aucune référence n'était encore faite au SRI. Cependant, au printemps 1989, Laulanié exposa ses idées de manière plus systématique. Cela se fit à la suite d'un séminaire tenu au centre de formation de Soanavela, à Mahitsy, consacré au développement agricole à destination des organisations non gouvernementales à Madagascar. Le ministre de l'Agriculture assista à l'ensemble de la journée, et Laulanié se sentit encouragé à rédiger un document intitulé « Abrégé d'une doctrine du développement rural pour Madagascar », destiné à « synthétiser en une vingtaine de pages [ses] idées sur le développement agricole du tiers monde, placées sur une toile très large ». Dans cet « Abrégé », il évoque pour la première fois des « systèmes de culture » qu'il jugeait pertinents pour Madagascar, dont la description suivante de la « riziculture intensive » :

La riziculture améliorée avec plants jeunes et vigoureux (5 à 15 jours) repiqués en ligne un par un dans une boue visqueuse et correctement plannée. Trois sarclages à la houe rotative, exécutée tous les huit ou dix jours à partir du repiquage, suffisent à assurer une bonne croissance du riz. Si la rizière est drainée sur son pourtour et alimentée avec un minimum d'eau suffisant à maintenir l'humidité du sol, la pénétration de l'eau de pluie assure l'aération du sol de la rizière sans assèchements intermittents. Cette riziculture intensive est rendue encore plus efficace par les cultures dérobées d'hiver à condition qu'elles ne soient pas limitées par le gel ou une alimentation insuffisante en eau.

Il s'agit là de la première description du Système de riziculture intensive, encore sans nom, et de ses trois principes fondamentaux : le repiquage précoce des plants, la plantation en lignes et l'apport minimal d'eau afin de maintenir un sol humide sans inondation permanente. Ces principes, parfois formulés de manière légèrement différente, peuvent également s'accompagner d'une préférence pour des apports azotés organiques plutôt que synthétiques.

Les vingt-huit premières années de Laulanié à Madagascar l'avaient convaincu de plusieurs principes essentiels, qui conservent aujourd'hui toute leur pertinence. Le premier est que l'agriculture est fondamentale pour le développement de Madagascar et d'autres pays moins développés, où les petits exploitants représentent une part importante de la population et de l'économie. Le deuxième est que le développement agricole doit s'appuyer sur les ressources disponibles, qu'il s'agisse de l'environnement naturel, des moyens matériels ou des capacités techniques. Troisièmement, les méthodes agricoles traditionnelles se révélaient souvent aussi inadaptées aux contraintes environnementales et aux exigences de productivité que les méthodes à forts intrants introduites — ou imposées — par le Nord global. Enfin, Laulanié concluait qu'il existait des solutions répondant à ces critères, dont son système émergent de riziculture intensive constituait un exemple. En 1990, alors qu'il atteignait l'âge de soixante-dix ans, il disposait d'une vision claire et cohérente de ce qui était nécessaire et possible ; il restait désormais à formaliser et à institutionnaliser cette approche afin de pouvoir la déployer à grande échelle.

La mission – Deuxième partie (1990–1995)

En décembre 1989, Laulanié revint en France pour un séjour qui marqua le début de la seconde phase de sa mission. Du 14 février au 24 mars 1990, il rédigea à Angers le manuscrit de *Le riz à Madagascar*, achevant l'ouvrage en avance sur le calendrier prévu. Pour sa plus grande joie, il logea pendant dix-sept jours dans la maison où il avait vécu durant les cinq années passées à enseigner à Angers. Il interrompit ponctuellement son travail pour se

rendre à Paris, afin d'aider deux mécènes à fonder une nouvelle organisation non gouvernementale, « Zoma », destinée à soutenir son action parallèlement à une ONG qu'ils préoyaient de créer à Madagascar. Il expliquait que « Zoma » signifiait vendredi en malgache et désignait également un marché d'Antananarivo.

Bien que Laulanié ait rédigé le manuscrit de *Le riz à Madagascar* lors de ce séjour, ce furent surtout les idées exposées dans l'« Abrégé » de 1989 qu'il diffusa en 1990 en France, par des publications, des conférences et des interventions radiophoniques. Il fut surpris de constater que, pour la première fois, ses propositions furent bien accueillies dans de nombreux milieux français, notamment par les deux principales écoles d'agriculture et par la hiérarchie jésuite. L'axe central de son propos portait sur la nécessité, pour les pays industrialisés, de trouver une alternative à la croissance et à la consommation obsessionnelles, si dommageables tant pour le monde développé que pour le monde en développement ; et sur la manière dont ce que l'on appellerait aujourd'hui le Sud global pouvait tracer sa propre voie. Il reconnaissait qu'il s'agissait là « d'un vaste programme qui dépasse les capacités d'un individu seul », mais estimait qu'il fallait néanmoins commencer. « Je dirai simplement, si le Saint-Esprit le veut, cela se fera et le seul moyen de savoir si le Saint-Esprit le veut est de s'y mettre et d'essayer. » La responsabilité de l'action incombait à l'humanité elle-même, et celle-ci devait se mettre en mouvement.

L'ouvrage était conçu comme un outil au service de cette entreprise. Laulanié le présentait comme une mise au point de ses vingt-huit années de travail à Madagascar, précisant :

Ce n'est ni un manuel ni un traité. Ce ne sont pas des mémoires ni des récits de voyage. C'est écrit pour mes élèves de Madagascar qui continueront mon travail. C'est écrit aussi pour les européens qui viendront y travailler au développement agricole. Il y en a aussi pour les chercheurs en Agronomie Tropicale qui laissent de côté des points qui me paraissent importants.

Le livre développe ainsi les idées de l'« Abrégé », mais avec un contenu beaucoup plus ample et concret. Sur les cinquante-deux pages consacrées à la riziculture, le SRI n'est toujours pas mentionné explicitement. L'ouvrage défend une approche agroécologique qui ne repose pas sur un rejet idéologique des intrants chimiques ou des semences génétiquement modifiées, mais sur l'observation de la physiologie du riz et sur les réalités auxquelles sont confrontés les petits exploitants malgaches. À propos de l'usage des engrais azotés de synthèse, Laulanié écrit :

Jusqu'en 1973, nous avons conseillé aux paysans malgaches, tout en améliorant leurs méthodes de culture, d'utiliser des engrais minéraux de manière rationnelle et avec modération. Après cette date-là, nous leur avons suggéré de se passer le

plus possible des engrais minéraux. Non en raison de théories a priori sur la nocivité des engrais ou d'autres raisons, mais simplement à cause du changement de l'environnement. L'encadrement local mis au point dans le cadre des actions de développement était toujours là, mais il ne fonctionnait plus, sauf exception, de façon satisfaisante. On était de moins en moins sûr de trouver des engrais, dont le prix augmentait ; et quand on en trouvait, on était loin d'être sûr de leur qualité. Comme, au même moment, il y avait beaucoup de problèmes dans la vente des produits récoltés, mieux valait conseiller aux paysans de limiter au maximum leurs charges extérieures et d'essayer d'augmenter leurs récoltes par des améliorations portant sur tous les points de leur système de culture.

L'approche de Laulanié se caractérise par une grande cohérence : les agriculteurs pouvaient obtenir des gains bien plus importants en améliorant leurs pratiques qu'en augmentant leurs intrants, ce qui permettait en outre de réduire leurs coûts et leurs risques. Il s'agissait de se laisser guider par la nécessité et par la nature, et de travailler avec ce qui était disponible. Une part importante de l'ouvrage est consacrée à la dimension humaine de la vulgarisation agricole. « Les structures sont comme les programmes : elles ne valent que par les hommes qui les mettent en œuvre. Un mauvais professeur, quels que soient les programmes qu'on lui impose, ne fera jamais un bon enseignement. Ce qu'il faut donc, c'est former les hommes pour qu'ils soient des agents du développement efficaces et adaptés. » Laulanié insiste sur l'importance du caractère et établit des critères précis pour la sélection des agents de vulgarisation : lucidité et calme ; capacité de décision et détermination ; persévérance et patience ; aptitude à écouter et à demander conseil ; refus du paternalisme, efficace à court terme mais désastreux à long terme ; sincérité et transparence ; enfin, désintéressement et refus de tout abus de confiance à des fins personnelles. On ne saurait trop souligner l'importance de la qualité des agents de terrain dans la mission de Laulanié, comme dans le défi plus large du développement de l'agroécologie en Afrique et ailleurs.

À son retour à Madagascar, Laulanié entreprit de fonder l'Association Tefy Saina (ATS), organisation sœur de Zoma en France. Tefy Saina, qui signifie « forger l'esprit », fut créée en juillet 1990 comme agence stratégique de développement rural. Laulanié décrit la large palette de méthodes éducatives que l'ATS devait mobiliser pour atteindre son objectif, qu'il définissait ainsi :

Le but de Tefy Saina est essentiellement la « formation permanente, dans toutes les dimensions, des agents du développement rural » pour lesquels le choix d'une doctrine et d'une action du développement rural coïncide avec celui de Tefy Saina, c'est-à-dire qui refusent a priori comme modèle de développement rural de Tiers-Monde l'agriculture actuelle des pays de la civilisation industrielle :

autrement dit, il est préférable d'apprendre aux ruraux du tiers-monde à devenir auto-suffisants plutôt que de les remplacer par des machines et de les réduire au chômage dans des bidonvilles pléthoriques [...] d'augmenter les rendements par une meilleure compréhension de la physiologie végétale et animale plutôt que par la consommation d'intrants importés des pays industrialisés et qui ne correspondent pas à l'environnement technique et psychologique des pays de civilisation rurales [...]

L'approche de Laulanié est aujourd'hui largement reconnue comme fondamentale pour l'avènement de la souveraineté alimentaire en Afrique. Contrairement à la notion de sécurité alimentaire, souvent mobilisée pour justifier la mondialisation et l'industrialisation du système alimentaire, la souveraineté alimentaire repose nécessairement sur l'agroécologie et la relocalisation. Une véritable souveraineté implique de mobiliser les ressources humaines et naturelles propres à chaque pays et de garantir des pratiques agricoles durables et résilientes face au changement climatique. L'agroécologie constitue ainsi le socle de la souveraineté alimentaire, tout comme de l'écologie intégrale promue par le pape François.

La formalisation du SRI suivit la création de Zoma et de l'ATS. En 1992, Laulanié rédigea une note sur la riziculture qu'il adressa à la revue de son alma mater, l'Institut national agronomique. Il remania ensuite ce texte sous le titre « Présentation du Système de riziculture intensive ». Le seul article que Laulanié publia sur le SRI parut en 1993 dans la revue *Tropicultura* sous le titre « Le système de riziculture intensive malgache », avant d'être traduit en anglais. Laulanié explique avoir choisi cette appellation après avoir lu, en 1990 ou 1991, un article affirmant avec audace que Madagascar ne disposait d'aucune variété de riz capable de supporter une culture intensive. La traduction anglaise est légèrement trompeuse, car une traduction littérale du français serait « System of Intensive Rice Cultivation » plutôt que « System of Rice Intensification ». Comme on l'a vu, le système n'est intensif que par sa productivité ; il est paradoxalement économe en semences, en eau et en intrants. Cela explique sans doute pourquoi, comme le rapporte Laulanié dans son article de *Tropicultura*, certains experts rejetèrent le SRI presque par principe.

Au milieu de l'année 1993, avec Zoma et l'ATS en place et le SRI formalisé, Laulanié estima avoir assuré un changement durable. « Non que tout soit parfait, car il y a toujours des échecs et des déceptions, mais en un an et demi le paysage national de la riziculture malgache a été transformé. » Il engageait désormais le gouvernement malgache dans un programme d'autosuffisance, tout en présentant le SRI à des organisations internationales telles que la FAO et l'International Rice Research Institute (IRRI). Plus tard en 1993, il rendit compte du succès d'une campagne télévisée destinée au public urbain et d'émissions radiophoniques à l'attention des communautés rurales, qui suscitèrent une forte demande

de formations et conduisirent au recrutement de trois nouveaux collaborateurs au sein de l'ATS.

En juin 1993 et 1994, l'ATS organisa des séminaires sous le patronage du président de Madagascar. Les progrès accomplis furent tels que, pour la conférence annuelle de 1995, le thème retenu devait être « la création d'infrastructures pour la collecte et la commercialisation du riz en vue du traitement et de l'exportation des surplus de production ». Une Année nationale du riz fut proclamée et débuta le 29 juillet 1994. Cette initiative s'avéra providentielle, car :

Cette Année nationale a un Comité national qui réunit les représentants d'une dizaine de ministères intéressés aux problèmes de production et de la commercialisation du riz [...]. Des 1991 et surtout en 1992, j'avais demandé avec insistance cette nécessaire coordination entre les divers ministères intéressés. Rien n'avait été fait. Grâce à cette « Année nationale du Riz » [...] la coordination se fait par le Comité et l'Association Tefy Saina est reconnue comme le Leader National du SRI.

À la fin de l'année 1993, la mission de Laulanié s'articulait autour de trois programmes principaux. Le premier était le SRI, même s'il confiait de plus en plus sa mise en œuvre à l'ATS, tant les progrès semblaient prometteurs. Le deuxième concernait la gestion des rizières de plateau et côtières, qu'il jugeait essentielles pour la diffusion du SRI et l'objectif d'autosuffisance rizicole. Le troisième était, à juste titre, la régénération : la lutte contre la dégradation écologique provoquée par la culture sur brûlis et l'érosion des sols qui en résulte. Son dernier texte fut un « Projet de manuel pour la régénération des terres de coteaux de mauvaise qualité », qui proposait des solutions agroécologiques reconnues, telles que la plantation de légumineuses et le maintien de couverts végétaux afin de prévenir l'érosion et de restaurer l'équilibre du pH, la santé et la fertilité des sols.

C'est ainsi que la mission de Laulanié s'acheva par une réflexion et une action résolument tournées vers la régénération. Travailler avec la nature pour rendre aux sols leur vitalité permettrait aux agriculteurs de cultiver durablement la terre, de nourrir leurs familles et de doter Madagascar des fondements d'une vie meilleure et plus intégrale. Un prêtre et agronome de passage à Madagascar décrivait en 1994 l'entreprise de Laulanié comme étant « à la fois stratégique, éducative et institutionnelle, et fondée sur une véritable philosophie du développement global, ou plutôt écologique ». Nous examinerons les résultats de cette approche dans la section suivante.

Évolution du Système de riziculture intensive

Selon Laulanié, les évolutions observées entre 1990 et 1995 ont entraîné une croissance exponentielle du nombre de paysans adoptant le SRI. Il estimait qu'en décembre 1994, 150 000 agriculteurs pratiquaient le SRI sur 150 000 hectares, avec une augmentation moyenne des rendements de deux à trois tonnes par hectare, soit un total annuel de 30 000 à 45 000 tonnes de riz. Cela ne représentait encore que 1,5 à 2 % de la production nationale, mais Laulanié évaluait à 150 000 tonnes la quantité nécessaire pour que Madagascar atteigne l'autosuffisance, un objectif qu'il jugeait atteignable avant l'an 2000.

Il n'existe pas de données indépendantes permettant de valider ces estimations concernant l'adoption du SRI à Madagascar. On dispose toutefois d'éléments indiquant que les rendements rizicoles à Madagascar se sont nettement améliorés à partir de la fin des années 1990, tant en valeur absolue qu'en comparaison avec le reste du continent africain.

La figure 1 représente l'évolution du rendement moyen du riz à Madagascar entre 1961 et 2021, en tonnes par hectare, avec le reste de l'Afrique comme élément de comparaison. Les données montrent que le rendement rizicole malgache s'est établi en moyenne à 1,8 tonne par hectare au cours des années 1960, 1970 et 1980 (comme le décrivait Laulanié). Il est passé à une moyenne de 2,1 tonnes dans les années 1990, avant de croître régulièrement au cours de la première décennie de ce siècle. Entre 2009 et 2015, le rendement s'est maintenu à une moyenne de 3,5 tonnes par hectare. À partir de 2016, il a de nouveau diminué et s'est établi depuis lors à une moyenne de 2,7 tonnes par hectare. À titre de comparaison, le rendement moyen dans le reste de l'Afrique était proche de celui de Madagascar entre 1961 et 1994 (1,9 tonne en moyenne) et s'est ensuite maintenu à un niveau très stable d'environ 2,3 tonnes par hectare. Ces statistiques suggèrent que Madagascar est parvenu, pendant une période donnée, à améliorer ses rendements par rapport au reste de l'Afrique, et que cette divergence positive a commencé à se manifester autour du tournant du XXI^e siècle.

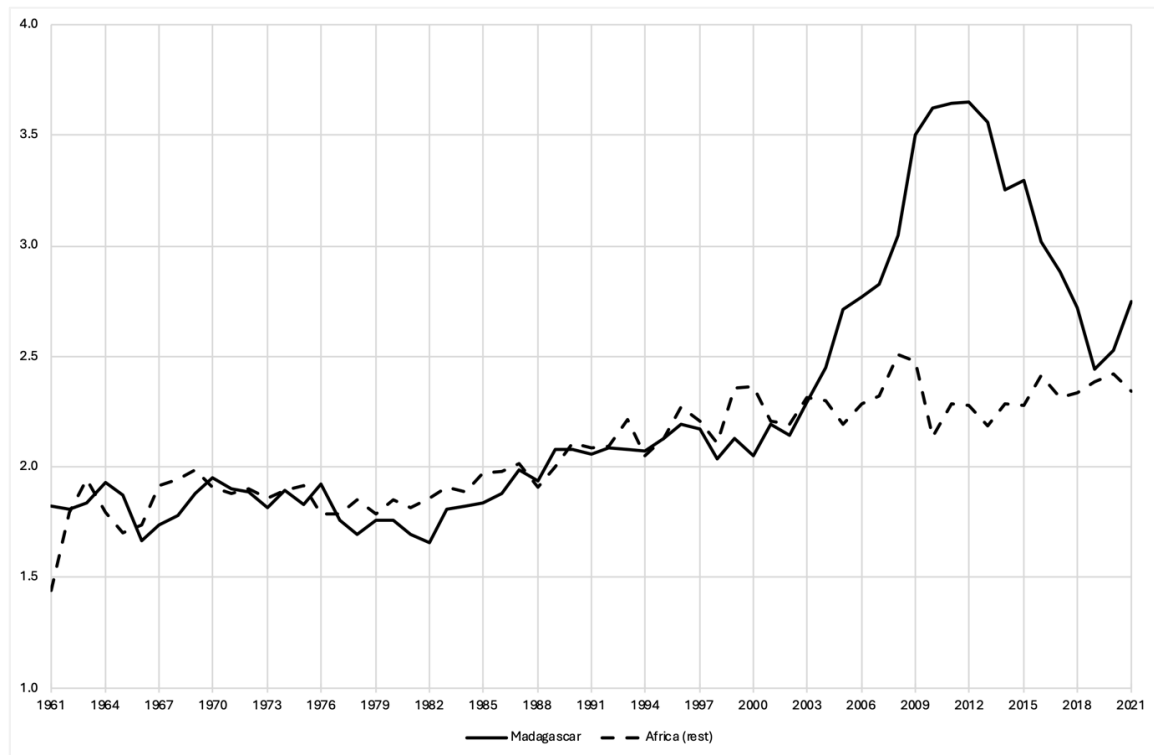


Figure 1. Rendement du riz à Madagascar et dans le reste de l'Afrique, 1961–2021 (tonnes par hectare). Source : FAOSTAT.

Peu avant la mort de Laulanié, le Cornell International Institute for Food, Agriculture and Development (CIIFAD) et l'ATS, avec le soutien de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), mirent en place un programme visant à introduire le SRI auprès des agriculteurs vivant autour du parc national de Ranomafana, dans le but explicite de protéger celui-ci contre la culture sur brûlis. Ce projet fut, comme c'est souvent le cas, interrompu prématurément, mais non sans avoir validé les résultats observés par Laulanié et incité le CIIFAD à lancer un programme de diffusion internationale du SRI, qui se poursuit encore aujourd'hui. La diffusion du SRI s'est accompagnée d'une production considérable de travaux scientifiques et empiriques. Depuis les années 1990, le SRI a évolué tant sur le plan quantitatif que qualitatif. De manière significative, il a été établi que le SRI permet de réduire d'environ moitié les émissions de gaz à effet de serre par kilogramme de riz produit par rapport aux pratiques rizicoles conventionnelles. Cela a conduit treize pays à l'intégrer dans leurs Contributions déterminées au niveau national, au titre de l'atténuation et/ou de l'adaptation au changement climatique. Le SRI a également été identifié par Project Drawdown comme l'une des solutions les plus efficaces et éprouvées face à la crise climatique. Ses principes ont été appliqués à d'autres cultures, et combinés avec d'autres pratiques agroécologiques avec des résultats probants.

Cela étant, les difficultés liées au changement d'échelle du SRI ne doivent pas être sous-estimées. Dans son article de 1993 publié dans *Tropicultura*, Laulanié reconnaît que l'adoption du SRI n'est pas aisée pour les agriculteurs. Le problème est généralement présenté comme une question d'intensité du travail, mais, comme l'a noté un visiteur à Madagascar en 1994, il tient autant à la qualité du travail qu'à sa quantité.

Exigences de la méthode : la principale charge concerne le travail, donc la main d'œuvre, non seulement en durée mais en minutie, pour les diverses opérations classiques préparation de la rizière - soins de la pépinière - repiquage - sarclage - conduite de l'irrigation. Ce dernier point est le plus exigeant, non en temps, mais en assiduité pour la surveillance.

Des recherches menées à Madagascar ont montré qu'il peut exister un taux élevé de non-adoption ou d'abandon du SRI, malgré ses avantages. Ainsi, des agriculteurs de subsistance peuvent rejeter une méthode comme le SRI si elle exige un investissement en temps immédiat pour des bénéfices différés, lorsque cela les empêche de gagner un revenu en tant que journaliers. Jouant sur les sens littéral et métaphorique du mot « culture », Laulanié résumait le défi en ces termes : « Le SRI est une révolution des méthodes de culture [agricole], mais tout autant une révolution culturelle dans la psychologie du riziculteur. »

Conclusion

Dans un article antérieur, j'ai identifié trois enseignements tirés de la rencontre entre la mission jésuite en Chine et la crise écologique du XVII^e siècle.³ L'œuvre de Laulanié confirme ces principes tout en nous faisant franchir un pas décisif.

Premièrement, l'expérience du XVII^e siècle nous a appris que le succès doit être mesuré à l'aune des résultats, et non des efforts, des activités ou des réalisations en tant que telles. La co-construction du SRI permettrait de diviser par deux les émissions de gaz à effet de serre liées à la riziculture tout en doublant les rendements. Ce n'est là qu'un exemple du potentiel transformateur de l'agroécologie. D'ici la fin de la décennie, l'agriculture, la foresterie et le système alimentaire pourraient passer du statut de source d'environ 25 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre à celui de moyen permettant de retirer chaque année plus de neuf milliards de tonnes de dioxyde de carbone de l'atmosphère. Mais ce potentiel — comme les autres bénéfices promis par l'agroécologie — ne prendra tout son sens que s'il est réalisé à l'échelle mondiale. Laulanié était résolument tourné vers l'obtention de résultats

³ Parr, A. (2024). Ecological Crisis and Strategy in the Jesuit China Mission. *Journal of Jesuit Studies*, 11(4), 521-543. <https://doi.org/10.1163/22141332-11040001>.

concrets et a ouvert la voie à une révolution agroécologique qui doit désormais être pleinement mise en œuvre.

Deuxièmement, la crise écologique du XVII^e siècle montre que les obstacles au succès sont d'ordre politique et social, bien plus que technologique. La technologie peut constituer une diversion — souvent mobilisée par les acteurs en place — lorsque le facteur décisif réside dans le soutien actif des responsables politiques et des agents publics qui régulent la société et l'économie. Laulanié a démontré que tout ce dont nous avons besoin est déjà à notre disposition. Cela vaut pour l'agriculture comme pour les énergies bas carbone. En réalité, du point de vue des technologies, des capitaux et des infrastructures, l'agroécologie est même plus simple à mettre en œuvre que la transition énergétique, puisqu'elle repose sur le principe de travailler avec ce que la nature fournit déjà. Le principal frein réside dans le fait que, contrairement à la « Révolution verte », elle n'offre que peu d'opportunités commerciales aux entreprises de l'agro-industrie pour vendre engrais, pesticides et semences. Le secteur privé est ainsi souvent davantage incité à bloquer l'agroécologie qu'à la promouvoir, quels que soient les discours affichés. Nous pouvons toutefois tirer un certain réconfort du constat que tout ce dont nous avons besoin est déjà à portée de main, et concentrer nos efforts sur la levée des obstacles et la création des incitations nécessaires à la transformation requise.

Le troisième enseignement, positif, relève de la mentalité. La manière de procéder jésuite, incarnée par Laulanié, consiste à s'engager dans le monde pour l'améliorer, sans se laisser décourager par l'impossibilité de la perfection. À un premier niveau, cela implique de choisir des personnes dotées des qualités requises pour des tâches essentielles telles que la vulgarisation agricole. Plus largement, cela signifie cultiver un biais en faveur de l'action. Seule l'action peut changer le monde : changer ce que nous cultivons, la manière dont nous produisons notre nourriture et ce que nous consommons. Certaines de ces actions relèvent de transformations systémiques, par la législation ou le contentieux. D'autres sont à la portée de chaque adulte dans les pays développés, comme l'adoption d'une alimentation plus saine, riche en fruits et légumes et moins dominée par la viande. À l'image de Laulanié, nous devons regarder la réalité en face, laisser la nécessité orienter nos actions et travailler chacun avec ce qui est disponible ici et maintenant. Laulanié a consacré trente-quatre années à une telle démarche, renonçant à presque tout ce que les êtres humains associent au confort et au plaisir, dans le désir d'améliorer la vie des populations malgaches, de protéger l'environnement et de montrer une voie meilleure pour l'humanité. Pour nous, le sacrifice requis est bien moindre, mais Laulanié nous rappellerait sans doute qu'il ne faut jamais sous-estimer notre capacité individuelle à transformer l'avenir.